

DOSSIER SPECIAL REUNION INCLUSION FNEC-FP FO 53

FNEC FP 53
FO Réunion
Inclusion scolaire
Lundi 6 novembre
Laval (locaux FO) 18:00
6 rue Souchu Servinière
ou visio



L'école inclusive est-elle contradictoire avec l'existence de l'ASH et de l'enseignement spécialisé ?

Ce questionnement fait bien évidemment écho aux objectifs fixés par le précédent gouvernement et repris par le gouvernement Macron et la Loi Blanquer de scolariser 80% des élèves relevant d'ITEP en milieu ordinaire.

Dans ce dossier, vous trouverez des témoignages écrits de collègues mayennais qui illustrent le quotidien de beaucoup d'entre nous, enseignants ou AESH, ils ont été envoyés au syndicat cette année, mais viennent pour certain d'une enquête CHSCT menée en 2019 conjointement avec la FSU 53, la CGT éducation 53 et l'UNSA éducation 53 et présentée au DASEN en CHSCT. Notons que le Recteur comme le DASEN à l'époque avaient refusé cette enquête CHSCT. La FNEC-FP FO 53 rend également public plusieurs extraits de fiches des RSST du département. (registres santé sécurité et conditions de travail)

Les syndicats FO qui dénoncent seuls depuis des années l'inclusion scolaire systématique organisent tous les ans des stages et des RIS sur cette question. Tous les collègues qui ont pu y participer, ont fait part de leurs expériences, de leurs difficultés, de leurs attentes et revendications. Loi Monchamp, décrets Darcos, loi Peillon, loi Blanquer : un seul objectif : faire des économies sur le dos des plus fragiles, en fermant les structures et postes spécialisés.

Aujourd'hui, les enseignants spécialisés deviennent des coordonnateurs à qui l'on demande de devenir des VRP de l'école inclusive, les élèves à besoins éducatifs particuliers deviennent des statistiques ! Les orientations ministérielles successives sont claires depuis 2013 : transformer les enseignants spécialisés en personnels ressources, limiter et mutualiser l'accompagnement des AESH, au mépris des conditions de travail, et du droit des élèves d'avoir un enseignement adapté à leurs besoins.

Depuis des années, les gouvernements successifs ont, malgré la résistance des professionnels sur le terrain, mis en place des réformes pour que les ULIS et les UPE2A ne soient plus des classes mais des dispositifs, pour tenter de faire disparaître les SEGPA et EREA, pour externaliser les classes d'IME et d'ITEP faisant planer davantage encore la menace de la disparition de ces structures ! Avec l'acte 2 de l'école inclusive, Macron veut clairement liquider toutes les structures spécialisées. FO refuse et dénonce ces mesures contre la

prise en charge individualisée, spécialisée de l'enseignement, de l'éducatif et du médical !

Oui à la scolarisation adaptée aux besoins des élèves, en milieu ordinaire chaque fois que c'est possible, en établissement spécialisé chaque fois que nécessaire

**Non à l'inclusion systématique et indifférenciée
Dénonciation des situations ingérables et/ou dangereuses**

Défense des conditions de travail, de la sécurité des personnels et des élèves

Aujourd'hui il y a nécessité de s'organiser, d'agir collectivement, pour ne pas rester seul, pour trouver des solutions, pour faire respecter ses droits et ceux des élèves.

FO est inconditionnellement aux côtés des personnels pour défendre leurs droits et leurs conditions de travail, pour s'opposer à la destruction de l'ASH, de l'enseignement spécialisé, et continuer, envers et contre tout, à revendiquer le maintien et la création des postes d'enseignants spécialisés nécessaires.

Face à la dégradation des prises en charge des élèves les plus fragiles et les nouvelles attaques contre les conditions de travail des personnels et d'apprentissages des élèves, les syndicats FO de l'enseignement en Mayenne ont pris l'initiative de cette réunion et d'une enquête départementale. Ces initiatives visent aussi à envoyer une délégation mayennaise pour participer à une grande conférence sur l'inclusion systématique organisée par notre fédération nationale le 17 novembre à Paris. Il s'agit pour nous d'apporter un éclairage sur la situation des enseignants et des élèves sur la base de ce qui est réellement vécu en classe.

Nul besoin d'être devin pour voir ce que chacun subit silencieusement chaque jour, mais il s'agit maintenant d'en donner l'écho et la visibilité la plus large possible, pour faire connaître les situations intenable, les situations de souffrance et obtenir gain de cause sur les revendications. En effet, les éléments de langage trompeurs de notre gouvernement sur l'inclusion peinent à cacher des considérations budgétaires pour imposer la poursuite de la maltraitance institutionnelle des élèves et des personnels et l'achèvement de la destruction des structures spécialisées.



Cette situation n'a pas été très longue mais elle appuie encore ma réflexion sur la poursuite de ce métier. La gestion de la difficulté dans la classe m'interroge beaucoup: je me sens parfois impuissante (et la pression est grandissante pour moi: la réussite de tous, la lutte contre les inégalités. Je veux y croire mais...). Je ne me sens pas formée à la gestion des ces élèves avec des comportements très difficiles. La tension induite me conduit à m'interroger sur mes compétences, d'où un mal-être et moins de plaisir à enseigner. J'ai engagé un travail avec le service mobilité de l'IA: il me semble qu'il faut qu'une réflexion soit menée pour aider les enseignants à davantage de mobilité (j'entends beaucoup d'enseignants, d'ATSEM ayant cette même envie !)

Je déplore le peu de cas qu'on fait des enfants "particuliers". On se demande vraiment s'ils sont heureux à l'école... On est sans arrêt en train de les exclure du groupe pour continuer à essayer de "fonctionner". Je déplore aussi le peu d'informations quand un enfant arrive d'un autre département. On a l'impression qu'il n'y a pas de dossiers spéciaux ni de prises en compte sérieuses de ces accueils ! Les élèves et leurs familles se promènent avec leur handicap sans plus de considération que ça ! C'est complètement désarmant pour eux comme pour l'équipe qui accueille ! Je trouve vraiment que l'institution n'est pas à la hauteur de l'intégration! J'ai honte de ce grand n'importe quoi!

Souffrance dans le sens de remise en question de mon enseignement, de ma façon de mener la classe mais également dans le fait de se sentir seule et abandonnée de la hiérarchie. La réponse est toujours la même : comme personne ne peut rien faire pour ces enfants (manque de places dans des structures spécifiques), c'est à l'enseignant de les garder et de gérer au mieux en mettant en danger toute une classe...

je me suis sentie seule et abandonnée, au milieu d'un cadre dont la devise était: pas de vague pas de vague, donnons des notes bonnes et qui ainsi ne déclenchent pas les violences. Le principal était parfaitement au courant mais recrutant toujours un contractuel sur ce volume horaire, si celui -ci ne tient pas le coup, il suffit d'en changer, mais surtout pas de vague pas de vague, donc je suis partie en fin d'année et je n'y retournerai pas

Difficile de garder de l'espoir pour l'avenir de notre société quand on voit les décisions prises, dictées par les économies... Des cohortes entières pénalisées parce qu'ils ont la malchance d'être tombés dans le "mauvais groupe", où un élève mobilise à lui seul les adultes de la classe et souffle le chaud et le froid en laissant tout le monde impuissant... Quand on échange de nombreux collègues disent faire face en prenant des anti-dépresseurs ou anxiolytiques, est-ce normal? Leur santé est menacée et leur équilibre personnel aussi. Quid de l'épanouissement indispensable aux apprentissages quand l'enseignant n'a pas les moyens d'être disponible et bienveillant car il est sur le qui-vive et en "survie"?

Des pics de tensions épuisants !

Je suis dégoutée par mon métier, je vais au travail sans plus aucun entrain, aucune envie, aucune passion. J'envisage sérieusement de démissionner de l'éducation nationale si je n'obtiens pas le poste que je souhaite au mouvement.

Les enfants qui posent problèmes sont des élèves du dispositif ULIS. L'équipe enseignante a peur d'un drame à l'école. La collègue, enseignante spécialisée, n'en peut plus, souhaite changer de métier mais sa demande de congé formation a été refusée.

La gestion de cette situation cette année génère une fatigue plus importante due à une réflexion fréquente pour limiter les crises. Pour avoir accueilli plusieurs élèves à profil particulier, un des éléments majeurs pour une bonne intégration est la présence d'une AVS motivée, compétente, ce qui passe par une meilleure formation et un meilleur salaire.

J'ai aussi accueilli un élève avec de gros troubles de comportement. Heureusement, j'ai été soutenue tout au long de l'année par mes collègues. Par contre, c'est arrivée en grandes vacances que je me suis rendue compte que j'avais été trop loin et que la santé en avait pris un coup. Il m'a fallu du temps pour évacuer les moments de conflits, violences de l'élève ...

L'inclusion scolaire a des limites, ces situations de gestion d'élèves en situation de handicap génèrent beaucoup de mal être au travail et impactent ma vie personnelle.

Au nom de l'inclusion scolaire, nous mettons les enseignants, les élèves et les parents dans des situations de souffrance.

L'accueil de ce type d'enfant impacte sur l'équipe et aussi l'école (crises impressionnantes pour certains enfants). L'équipe doit être solidaire pour trouver des solutions rapidement et guider le collègue qui est en souffrance face à cette situation. Pour un autre enfant de l'école, l'Inspection n'a réagi que lorsqu'elle a vu des photos prises suite à une crise.

Il devient de plus en plus difficile d'enseigner avec toutes ces inclusions. Nous n'avons pas les moyens pour palier aux problèmes de ces enfants en souffrance. Même avec les Avs qui font un travail remarquable, le groupe classe est très régulièrement perturbé par des violences verbales, physiques, des crises auxquelles l'enseignant ne peut plus faire face. C'est un stress permanent pour les autres élèves et l'enseignant.

Les conditions de travail se dégradent de plus en plus. L'enseignant n'est pas soutenu.

On ne sévit pas à la hauteur des faits. On laisse faire comme on laisse passer les élèves en classe supérieure alors qu'ils ne maîtrisent pas la lecture, l'écriture... C'est incohérent mais les élèves et les parents l'ont très bien compris.

L'enseignant se sent démuni face aux élèves qui ont besoin de soins alors qu'on leur demande de rester en milieu ordinaire. Comment gérer ces crises (se rouler au sol, jeter les affaires, hurler, insulter, taper dans les portes, les couloirs, s'en prendre aux autres camarades...). Ces enfants sont en grande souffrance ! Faute de place en milieu spécialisé, ils font acte de présence en milieu ordinaire.

L'enseignant multiplie alors les étiquettes "éducateur, psychologue..." C'est ainsi que l'enseignant craque car cela ne relève plus de nos compétences. Ces situations sont très perturbantes, déstabilisantes quand il reste le groupe classe à gérer. L'inclusion à ses limites (elles sont d'ailleurs atteintes). L'enseignant accepte au détriment du groupe classe, au détriment de ses cours...

Comment avoir de l'espoir quant à l'avenir de l'enseignement dans ces conditions ?

A cela, s'ajoutent le manque de respect et de reconnaissance envers les enseignants.

Merci pour cette enquête qui permet de s'exprimer.

Nous nous épuisons à gérer des problèmes qui ne relèvent pas de notre compétence mais de celle du réseau d'aide. Nous subissons ainsi que nos élèves un climat détérioré sur notre lieu de travail et nous nous sentons impuissants devant ces souffrances qui ne sont pas prises en compte.

Cela fait 8 ans que j'ai au moins un élève (avec dossier MDA dans ma classe), toujours avec des besoins différents, on s'adapte mais il y a aucune reconnaissance du travail effectué...

L'élève en question est incontrôlable. Malgré les diverses formations sur le troubles du comportement, nous pensons qu'il n'en résulte pas. Il tape, crache, mord, insulte tous les jours à partir d'une certaine heure. Nous proposons des choses aux familles qui sont souvent refusés par elle-même et l'association et reviennent après coup sur leur décision donc très compliqué comme relation avec une grand-mère omni présente et assez pénible (envoi sans arrêt des altercations, des pics à ma collègue).

Il est vrai que je n'ai pas alerté ma hiérarchie (mise en place RASED et équipe éducative) car l'impression que je peux m'en sortir et que je vais tenir puisqu'il s'agit d'un élève de maternelle. Mais cela demande tellement d'énergie dans la journée de s'occuper d'un enfant perturbé et perturbateur que je manque d'énergie supplémentaire pour me renseigner ou alerter.

Difficulté à gérer : la frustration de ne pas réussir ma mission (d'aider ces élèves a besoins particuliers et d'aider les élèves en difficulté scolaire). Ces situations nous déstabilisent, nous prennent beaucoup d'énergie et de temps et nous rendent nerveuse. La sérénité est difficile à retrouver. Ce qui fait que dans le cadre familial, je ne suis pas détendue et disponible pour mes propres enfants.

Manque de moyens humains. Arrêt maladie AESH en poste. ULIS TFC collège avec groupe de 13 élèves dont :

- 3 élèves relevant d'une prise en charge par l'ITEP (réellement : 1 élève pris en charge les mardi et mercredi après-midis par l'ITEP et 1 élève pris en charge par l'IME à mi-temps, avec difficultés à l'IME - saisie de l'équipe mobile ressource en juin 2023)

- 4 élèves relevant d'une prise en charge par l'IME (réellement : 2 élèves pris en charge à mi-temps par l'IME et 2 élèves sans prise en charge par absence de notification adaptée ; 3 élèves sur 4 sans notification d'AESH non réaliste par rapport à leur besoin)

- 10 élèves sur 13 concernés par un accompagnement par un SESSAD et/ou l'ASE (4 élèves avec le double accompagnement)

Conséquences :

- Violences verbales et physiques régulières (nombreux rapports d'incidents)

- Temps de scolarisation réduit et limitation des inclusions pour garantir la sécurité des élèves sur les temps d'accueil

- Epuisement professionnel pour les personnels par surcharge qualitative et quantitative (temps de concertation 3 à 4 fois plus important

j'ai sollicité la circonscription sans aide effective

J'ai pleuré une fois au travail suite aux 2 élèves de CE1, mais les collègues trouvent des solutions avec moi. Une équipe éducative va être mise en place. Ce sont des événements récents. Mon élève de maternelle qui est autiste est le seul avec une AESH et est plutôt bien intégré et pas trop difficile à gérer. J'apprends à désamorcer les crises avant qu'elles arrivent.

La gestion de ces enfants perturbe très fréquemment la classe, l'enseignement, la gestion de l'emploi du temps, le travail et les apprentissages des autres élèves. De plus, c'est encore plus difficile dans des classes chargées (entre 24 et 30 élèves) avec double cours. Quant aux aides qu'il faut solliciter, elles demandent beaucoup de temps et le principe d'avoir un défilé de personnes en observation dans la classe pour donner des conseils devient assez peu supportable!
L'obtention d'une personne AESH est souvent la solution qui permet de rétablir la sérénité dans la classe, mais la mise en place est longue. Enfin la place de certains enfants très perturbateurs n'est pas en classe.

La situation génère une méfiance de la part des parents

L'inclusion coûte que coûte d'élèves en décalage profond et reconnu avec les autres élèves provoque de grandes souffrances des enfants et des enseignants. Le manque de structures en Mayenne est criant: ITEP EREA EDUCATEUR.... Notre métier a changé et les premières victimes sont les autres élèves. La réticence de notre collège à faire des Frip, des conseils de discipline.... pour ne pas faire de vague...cela n'arrange rien. Les collègues et les écoles se renvoient les "patates chaudes" que sont ces élèves et cela évite de se poser les bonnes questions et de rechercher des solutions durables avec notre hiérarchie. Sous couvert de "bienveillance" vis à vis des élèves très perturbateurs on place bcp d'élèves en situation de souffrance. La loi dit: " la limite de l'intégration est la souffrance du ou des élèves" . Aujourd'hui la souffrance des uns et des autres est complètement niée... Quant à celle des enseignants....

Cette année l'élève en question est gérable mais j'ai déjà été confrontée à d'autres élèves qui mettaient en danger les autres et qui a généré du stress et un manque d'envie d'aller au travail. Nous sommes de plus en plus souvent confrontés à ces élèves et n'avons pas les outils pour gérer correctement ces situations.

depuis plusieurs années, l'inclusion à tout va ne sert ni les élèves, ni les familles et contribue à faire fermer les classes et structures spécialisées... En classe nous sommes désorientés par la scolarisation de ces élèves en situation de handicap, et notre hiérarchie ne nous apporte aucune solution. Il faudrait créer plus de places en IME, en ITEP, en ULIS, en SEGPA... ouvrir des postes RASED et faire partir plus d'enseignants en formation spécialisée...

Les journées de travail pour cet élève sont beaucoup trop longues ! Dès 10h00 du matin, son attention s'essouffle et il devient difficilement gérable au sein d'une classe (comportements perturbateurs). L'après midi, au mieux il s'endort, au pire il explose. Nous avons essayé d'arranger un emploi du temps individuel pour l'enfant, contraignant les collègues des autres classes à s'adapter aussi : c'est tout le fonctionnement d'une école à 4 classes qui a été bouleversé pour un élève, en vain. Ce sont tous les adultes de l'école ainsi que ceux qui gravitent autour de lui qui ont été impactés. L'année prochaine scolaire, aucune AESH ne se sent la force de "travailler" avec lui. Et les 22 autres élèves dans tout cela ???

L'équipe enseignante a tenu bon toute l'année au prix de beaucoup de souffrance (physique et morale), de remise en cause de l'envie de faire ce métier...Le plus dur pour les collègues s'est de se sentir impuissante face aux difficultés des enfants .

Doute sur le fait de poursuivre dans ce métier, doute sur mes capacités d'enseigner dans les années à venir. Beaucoup de fatigue psychique. Difficultés car je n'ai pas le temps pour aider les élèves en difficulté scolaire.

L'aide de l'équipe mobile et le soutien psychologique par le pôle ressource est non négligeable mais pas suffisant. Je ne me suis pas sentie aidée par le conseiller péda et la hiérarchie (réponse de la hiérarchie : "je n'ai pas de baguette magique")...

Nous avons bien été soutenus par l'IA, en particulier suite à la rédaction systématiques de fiches RSST. Le pôle ASH et la RASED nous ont bien soutenus également. Nous avons cependant trouvé notre IEN sur la retenue dans ses interventions.

Les réponses apportées par la hiérarchie ne sont pas des solutions. Nous, enseignants, culpabilisons bien souvent du désengagement de l'Education nationale, qui continue dans sa lancée. Non, les structures spécialisées ne sont pas des lieux d'exclusion mais bien au contraire des lieux où la compensation, l'accompagnement et les soins sont adaptés aux besoins, aux handicaps. Si la question budgétaire est au centre puisqu'une scolarité en IME, ITEP...coûte plus cher, l'inclusion n'est pas qu'une question de moyens, mais de choix. L'inclusion scolaire à tout prix n'est pas une solution, ni pour les élèves concernés, ni pour les autres, ni pour les enseignants. Il faudrait pouvoir étudier précisément les situations au cas par cas. Pour ma part je ne souhaite pas être ou devenir un enseignant spécialisé. Cette année encore j'ai vécu des situations explosives et nous n'avons aucune solution apportée. Des élèves attendent que des places se libèrent en structures spécialisées, et celles-ci sont menacées de fermeture. C'est une honte. J'envisage désormais de démissionner. J'espère que votre enquête permettra de faire ressortir la souffrance des enseignants par rapport à l'inclusion scolaire, et dont notre employeur semble ignorer la teneur. Merci.

AESH en arrêt depuis le 12 septembre et cela jusqu'aux vacances scolaires.

Les élèves n'ont jamais eu une année complète avec une AESH depuis la première notification soit depuis 4 ans.

Toutes les informations données ci-dessous concernent l'ULIS de l'école. Beaucoup d'enfants relèvent de l'IME. Ils sont en ULIS Ecole par manque de place en IME. Le problème, c'est qu'à la rentrée prochaine, pour les élèves sortants, si on indique "demande d'orientation IME" sur le Gévasco, ces élèves vont se retrouver sans aucune place en ULIS collège et devront, soit aller en 6ème ordinaire, soit rester à la maison. C'est aberrant. Nous avons également un élève ukrainien très difficilement scolarisable. Il est autiste et ne tient pas assis plus de 10 secondes. Il vient chaque jour à l'école 30 minutes mais reste seul dans une pièce, encadré par 2 AESH qui sont entièrement mobilisées pour lui, ce qui nuit au bon déroulement du dispositif durant ce temps-là. Il est incapable de socialisation et encore moins d'apprentissages. L'IME considère qu'il n'est pas prioritaire car il n'a pas de prise en charge SESSAD. Donc, ils refusent de le prendre. D'une manière générale, l'équipe enseignante s'essouffle à accueillir certains enfants porteurs de handicap. Cette loi sur le handicap n'est absolument pas remise en question par les enseignants de l'école, bien au contraire. Ce que nous lui reprochons, c'est d'englober tous types de handicap, dont certains devraient être pris en charge par des structures plus adaptées (IME, Hôpital de jour, ITEP...)
Nous nous sentons démunis face à ces structures qui réduisent de plus en plus leur temps de prise en charge. Les classes ordinaires sont de plus en plus hétérogènes (enfants en difficultés croissantes, accueil de primo arrivants, d'enfants du voyage non lecteurs en cycle 3...) Nous ne sommes pas disponibles pour mettre en place une inclusion de qualité avec des élèves porteurs de handicaps lourds. Certains handicaps relèvent de la prise en charge par un éducateur et ce n'est pas notre métier.

Personnellement, je suis en fin de carrière et suis passionnée par mon métier. Si j'avais été en début de carrière, je pense que j'aurais démissionné à cause de l'accueil de plus en plus complexe des enfants porteurs de handicap. (Directrice de l'école) Les parents d'enfants porteurs de handicap ont une demande très forte vis à vis de l'école, ce qui peut se comprendre. Ils pensent qu'on n'a que leur enfant dans la classe. Certaines demandes peuvent être très virulentes. Nous avons appris à nous protéger en recevant les parents à deux, si nous jugeons que la situation risque de dégénérer

L'année dernière, était scolarisé dans ma classe un enfant très violent envers les autres et perturbateur en classe. Il n'avait pas d'AESH car les parents retardaient le dépôt du dossier. J'ai dû gérer de nombreuses plaintes des autres parents. Les journées étaient très stressantes car je craignais toujours qu'il se passe un incident grave. Cet enfant a monopolisé beaucoup d'attention de ma part, au détriment des autres enfants de la classe. Au cours des dernières années, j'ai été insultée à de nombreuses reprises par des enfants, scolarisés dans ma classe ou non, et j'ai reçu plusieurs coups sans gravité.

Les dossiers et les réunions pour mettre en place les demandes et les aides et pour souvent se retrouver face à des prises en charge décevantes par un encadrement non adapté (le travail d'aesh est difficile et les personnels mal formés voir non compétents face à certains handicaps, même si la plupart font vraiment de leur mieux), un nombre d'heures incohérent voir une mutualisation. L'intégration à tout pris ne fonctionne pas, on se retrouve parfois avec des enfants en classe qui puisent toute l'énergie des camarades, des adultes et se retrouvent au bout de quelque temps dans une structure qui leur convient. L'acceptation des parents est souvent longue, ce temps est nécessaire, c'est normal mais on se retrouve à faire le tampon pendant plusieurs années avec des moyens inadéquats

Il nous manque une AESH pour le moment.

Prochainement, une nouvelle notification sera certainement mise en place.

- Les AESH sont le plus souvent mutualisées et s'occupent de 2 ou 3 enfants dans une classe. Elles peuvent difficilement être disponibles pour répondre à tous les besoins, qui sont très différents d'un enfant à l'autre.
- Le fait d'avoir des notifications avec aide mutualisée a joué sur la répartition et a obligé à mettre dans une même classe plusieurs cas lourds, qu'on aurait séparés s'ils avaient des heures individuelles. la gestion de ces classes est compliquée.
- Les besoins en AESH n'étant pas couverts en début d'année, les heures AESH ont d'abord été attribuées aux enfants qui avaient des notifications précisant le nombre d'heures. Le reste des heures a été réparti entre les autres enfants, sans s'occuper des moments de la journée les plus judicieux. Il restait surtout des temps courts en fin de journée, libérés par des enfants notifiés mais non scolarisés à plein temps.
- Plusieurs enfants ayant des notifications ont eu des heures AESH seulement début octobre.
- 5 enfants sont en attente de notification mais les besoins ne seront pas couverts sans recrutement supplémentaire

Nous avons sollicité la circonscription à plusieurs reprises au cours des années précédentes. L'aide a été plusieurs fois des déscolarisation partielles, ce qui a été apprécié. Dans d'autres cas, l'aide a consisté en venue de conseillers pédagogiques/EMR pour observation et entretien avec l'enseignant. ces visites ont occasionné des critiques de la pédagogie des enseignants, leur faisant ainsi porter une part de responsabilité sur la situation. Les conseils donnés sont également souvent apparu comme inadaptés et inapplicables. Exemples : délimiter une zone de la cour réservée à un enfant qui pouvait, lui, continuer à aller partout et à agresser les autres, demander à un enseignant de ne jamais s'adresser directement à un enfant ni même de le regarder, laisser libre un enfant de ne pas venir en classe ou d'y venir et d'en repartir autant de fois qu'il le souhaite

Plusieurs cas d'injures et de coups donnés à des enseignants.

Des collègues ont été proches de craquer à plusieurs reprises. Des enfants sont régulièrement mis quelques heures par jour dans d'autres classes, voire définitivement, pour soulager les collègues ayant plusieurs cas difficiles à gérer dans leur classe.

Il y a aussi souvent un stress généré par les réactions des autres parents qui viennent se plaindre d'insultes ou de coups que reçoivent leurs enfants et en rendent les enseignants responsables.

Situation vécue l'an dernier pour un enfant autiste avec troubles aggravés.

La famille a du mal à cheminer vers une orientation, d'où une inclusion délicate à gérer et pour l'aesh et pour l'enseignante. Cela malgré les nombreuses équipes techniques, et les aménagements du temps de scolarisation proposés.

Beaucoup de tensions.

L'aesh a fini par manifester son droit de retrait et l'enfant n'a plus pu être accueilli dans la classe.

Situation fatigante physiquement, nerveusement .

Une équipe en souffrance, des parents en colère et des professionnels donnant des conseils qu'on ne peut absolument pas honorer. Collègues victimes de tension, violences et injures

1 élève de MS avec TSA (2 suivis au CMP) par semaine. Équipe éducative en juin. Les parents refusent de créer le dossier MDA car ils ne veulent pas le mot handicap sur leur enfant. Ils voulaient payer eux-mêmes une AESH. Donc cette année, je galère.

Un autre élève vient d'arriver avec suspicion de TDAH et TSA . La psychologie scolaire m'a décrite la procédure pour arriver jusqu'à une prise en charge par la PCO : dans 18 mois en gros avant AESH. En 2018-2019, accueil d'élève TSA non verbal dans ma classe pendant 2 ans (ps et MS)Avec même une notification d'AVS en décembre 2018. Résultat pas assez d'AVS donc j'ai l'AVS 30 mn dans ma classe.

Venue de la référente autisme : en gros je dois créer et utiliser des pictogrammes pour lui . Les conseils ne sont pas réalisables avec une classe de 26 élèves tout simplement

Dans l'école, y a-t-il des élèves qui ne bénéficient d'aucune présence d'AESH malgré la notification MDA ?

Oui 1

Pas d'aesh sur temps périscolaire malgré notification mda

+1 autre élève avec des troubles autistiques, en attente d'une notification mda

intervention ien tardive

Aide largement insuffisante et inadaptée, "pansement" en attente d'une prochaine ESS

injures, menaces, de la part d'un parent d'élève ayant une notification MDA, répétées, sur plusieurs années

Une élève scolarisé 6 demi journées avec aesh 100% du temps scolaire et périscolaire qui a une salle rien que pour lui à l'étage donc pas à côté de celle de son enseignant et validé en ess par IEN CMP et EMR

il doit être en classe avec ces camarades 10 min par jour. Toujours pour cet élève l'ien à réduit le temps de scolarisation et est présente aux ess

EMR à aide l'enseignant pour son arrivée dans l'école et des points réguliers sont effectué

Le principal problème rencontré, spécifique à la maternelle, concerne l'absence de détection préscolaire. De plus en plus d'enfants arrivent à l'école avec des troubles qui empêchent leur scolarisation et qui mettent à mal l'ensemble des équipes et parfois les autres élèves sans que rien n'ait été mis en place. Il appartient alors aux enseignants de lancer toute une procédure (très chronophage) de suivi.

Outre le fait qu'il faut "gérer" ces enfants en classe, il faut aussi faire les demande d'aide au pôle ressource, expliquer aux parents qu'il y a un problème, remplir le gevasco 1ère demande, participer aux équipes éducatives, faire le lien avec les services de soins évaluateurs, aider les parents allophones, parfois demander une déscolarisation totale ou partielle (ce qui peut-être conflictuel avec les familles) et... attendre plusieurs mois que la MDA notifie quelque chose et qu'un accompagnement se mette en place.

On entend plus souvent parler du manque d'AESH, des non respects de notifications, des manques de places dans les établissements spécialisés pour les élèves plus grands... mais ces arrivées de plus en plus fréquentes d'enfants en situation de handicap est une importante source de mal être pour les équipes des écoles maternelle. Il y a une réelle volonté de ne pas laisser les équipes seules face aux situations compliquées et une vraie recherche de solutions.

Cependant, les moyens étant nettement insuffisants, les solutions proposées le sont aussi. Les équipes des RASED débordées, se retrouvent elles aussi en souffrance. Cette année à l'école, 4 enfants ont des notifications MDA et 6 devraient en avoir. Sur 74 élèves. Cela représente 13.5 % des enfants.

Parmi ces élèves, il y en a 3 qui se mettent régulièrement en danger ou se montrent parfois violent avec les autres élèves. Il faut sans cesse être vigilant. C'est épuisant pour tout le monde en plus d'empêcher les enseignants ... d'enseigner aux autres

Un élève qui attend une place en IME (âge CE1 mais maintenu en Grande Section) vient 1h tous les après-midi. L'AESH qui s'occupe d'un autre élève à temps plein court après cet élève pendant 1h et n'est plus disponible pour l'autre enfant. C'est l'ATSEM ou l'enseignante qui prene le relais mais ne peuvent pas rester en classe pendant ce temps là

AESH en arrêt de travail continuellement, non remplacée

AESH en nombre insuffisant pour couvrir les besoins des notifications sur l'école. J'ai répondu pour ma classe. J'ai un enfant avec 8 d'accompagnement et un autre avec des retards importants avec un dossier en cours depuis l'année dernière. Concrètement, j'ai une AESH que j'utilise pour 2 enfants environ 1h30 par jour soit 6 h semaine. J'ai reçu des coups donnés par un enfant de 8 ans en crise, très perturbé. J'ai demandé la protection fonctionnelle avec l'aide du syndicat et je l'ai obtenue. L'enfant en question a ensuite, été changé d'école par l'inspecteur.

J'ai accueilli un autiste, il y a 3 ans sans vraiment de préparation. Il venait de l'école Le petit prince où il était dans un lieu scolaire adapté. Il a été scolarisé dès septembre dans ma classe de CP, à temps complet. les suivis n'étaient pas prêts et ne se sont mis en place que fin septembre. Résultat, il criait, injuriait, se roulait par terre, tapait, crachait, prenait divers éléments de la classe comme la règle de tableau pour taper avec, puis lorsqu'il était à bout, il s'endormait sous une table.

Tous ces témoignages ne sont qu'un extrait de tout ce que nous avons reçu des collègues enseignants et AESH du département. Nous ne pouvons pas publier l'intégralité des témoignages reçus car cela prendrait trop de place sur ce dossier.

ALERTES ET TÉMOIGNAGES EN MAYENNE (EXTRAITS DES RSST)

A la fin de la récréation, XXXX ne vient pas en rang (comme à chaque récréation), je fais donc rentrer ses camarades et ferme la porte alors qu'il arrive en courant. Quand je rouvre la porte, je m'accroupis pour lui parler et lui rappeler les règles. Il me donne une claque. XXXX refuse de se plier à la règle donnée en motricité (enlever ses chaussures). Quand je m'approche de lui pour lui parler, il me donne un coup de coude dans le ventre.

Situation très préoccupante d'un élève XXXX. Cet élève profère des coups contre moi (coups de pied...) et des insultes et gestes très déplacés et contre les autres. Après de nombreuses tentatives d'aménagements pédagogiques, je suis totalement épuisée et démunie face à la dégradation constante des conditions de travail dans lesquelles j'exerce. Le climat scolaire est catastrophique et les conditions d'apprentissages ne sont plus réunies.

La sécurité des enfants n'est pas assurée dans l'école (classe, cour) du fait du comportement violent d'un enfant. Il tape, mord, pince ses camarades, lance des objets. Il étrangle également les élèves. Il agit de même avec tous les adultes de l'école. Les enfants sont témoins de scène de violence dans leur classe au quotidien. L'organisation des enseignements est impossible à assurer dans ce climat de violence et de stress.

Très énervé, XXXX m'a insultée, je lui ai demandé de me suivre chez la directrice. Elle a refusé. Quand j'ai voulu prendre son cartable pour qu'elle me suive, elle m'a violemment giflée.

De retour de la cantine, XXXX est agité. Il frappe une élève de CP, en lui mettant un coup de poing dans les lunettes. Je vais voir XXXX, lui explique qu'il est interdit d'être violent avec les autres. XXXX reconnaît son geste ; je le prends par la main et lui dit de rester près de moi, près du portail 5 minutes, le temps qu'il se calme. XXXX n'est pas d'accord, il veut continuer à jouer. Il s'énerve, refuse d'avancer vers le portail puis finalement avance. Ensuite il s'énerve à nouveau. Il me tord le poignet, et me met un coup de pied dans le tibia puis un coup de poing dans le bras. Je comprends qu'XXXX me répond : « C'est pas toi qui décide, ce sont les hommes qui décident ». XXXX s'échappe alors un peu plus loin en affirmant « moi je suis rapide ». Je le menace d'une punition plus longue et compte jusqu'à 3. XXXX revient et s'assoit. Alors qu'il semblait plus calme, XXXX s'énerve à nouveau. Il se tape la tête contre la baie vitrée du préau à plusieurs reprises puis se griffe le visage avec ses 2 mains jusqu'à mon intervention. XXXX ne se maîtrise plus. (...). Cela demande donc une surveillance constante et renforcée des adultes. Le comportement d'XXXX en classe (se lève sans arrêt, interrompt sans cesse l'adulte, fait tomber volontairement les affaires de ses camarades ...) nuit à l'ambiance de classe et aux apprentissages de autres élèves de la classe. XXXX a également été exclu des services périscolaires en lien avec son comportement le midi à la cantine (doigts d'honneur, menace les autres avec un couteau ...).

Depuis plusieurs semaines, un enfant scolarisé en Grande Section entre régulièrement en crise à l'école. Il lance alors des objets (chaises, livres ateliers en bois ...) plus généralement, tout ce qui est à sa portée à travers la classe. Depuis quelque temps, ils visent ses camarades ou les adultes. Cet élève frappe également ses camarades en leur donnant des coups de pied ou en les pinçant. Il pince régulièrement les parties génitales de ses camarades. Quand nous intervenons pour le calmer pour le protéger et protéger les autres, il se met à nous frapper aussi. Il nous mord, nous pince, nous griffe, nous donne des coups de pieds, de coude ou de poing. Il entre parfois dans un tel état de colère que nous sommes obligées de le contenir physiquement, parfois à plusieurs adultes. Dans ce cas, se pose un autre problème, celui de la surveillance de nos élèves. En effet nous le sortons de la classe, pour que les autres élèves ne soient pas témoin de cette violence mais dans ce cas nous ne pouvons plus faire classe, car c'est soit une ATSEM, soit la cuisinière qui surveille notre classe pendant que nous tentons de gérer la crise.

Le discours avec les parents est fermé, ils s'énervent quand nous abordons le problème, rejettent la faute sur l'ancienne école et sur nous, qui selon eux, ne mettons pas assez de règles ou qui ne sommes pas assez ferme avec lui. Les autres parents d'élèves commencent à s'inquiéter et à s'énerver contre cette famille. L'ambiance est très tendue. Nous sommes toutes (enseignantes, ATSEM, personnels des TAP) éprouvées tant physiquement que moralement et nous sommes inquiètes de ce qui peut arriver (accidents graves, altercations avec les parents, violence entre parents, violence de la famille envers l'école).

En XXXX, XXXX est devenu totalement ingérable (crise de hurlements, lance le matériel et mobilier scolaire, frappe adultes et enfants, tente de s'échapper de la classe et de l'école, détruit le mobilier et les objets à sa portée etc. Les adultes sont obligés de le maintenir physiquement au sol). Plusieurs élèves de la classe présentent des difficultés de comportement similaires, il devient alors impossible de faire classe. Le XX/XX/XXXX l'enseignante de la classe (alors seule à l'école, la deuxième classe étant en sortie scolaire XXXX) est obligée de faire appel aux pompiers pour pouvoir gérer cet élève. (...) Suite à la prise de ces mesures et après une période de mise en place et d'observation la situation ne s'améliore pas.

Depuis la rentrée des congés d'hiver, les crises de l'élèves sont de plus en plus violentes. Les crises de l'élève sont quotidiennes voire pluriquotidiennes (pouvant durer de 10 minutes à 2h30 ce qui impute également les apprentissages de l'élève-). L'AVS est alors obligé de tenter de canaliser physiquement l'élève et est victime d'un déferlement violence : crachats, coups à la tête, coups de pieds ayant entraîné de nombreux bleus, insultes et menaces (« je vais te tuer; je vais te défoncer»). A plusieurs reprises l'élève a tenté de fuir de l'école (accès par l'arrière de l'école non clos). L'élève doit alors être isolé dans une pièce fermée à clé, en présence de l'AVS.

L'élève XXXXX a fait une crise et a mis en danger ses camarades. Madame XXXX a tenté de le maîtriser. XXXX me donne des coups de tête dans la hanche systématiquement pour sortir plus vite en récréation. XXXX m'a griffé la main à sang à plusieurs reprises.

L'élève XXXXXX est entré en crise au moment de venir en APC dans ma classe. XXXXX s'est mis à à refuser toute autorité, et enfin à se jeter par terre. J'ai essayé de le relever,; il s'est alors débattu et s'est mis à frapper dans tous les sens me donnant des coups au passage. Je l'ai laissé assis par terre, afin de pouvoir faire ma séance d'APC et m'occuper des autres élèves. Il s'est alors jeté sous les tables des élèves, tapant des pieds, secouant les chaises, poussant des cris. il m'a été impossible de de sortir de là, puisqu'il continuait d'essayer de me frapper: Je n'ai pas pu le raccompagner au portail, sa maman a dû venir le chercher dans le couloir et le faire sortir par la force.

L'élève XXXXXX ayant été en crise dans la classe de Mme XXXXX, la maman a dû venir le chercher dans l'école. Elle n'a pas réussi à le canaliser,; il continuait à se jeter par terre et à donner des coups dans tous les sens. J'ai alors dû intervenir; la maman ne pouvant pas lâcher la main de son autre fils XXXXX de peur que lui aussi ne fasse un crise. J'ai dû porter l'élève jusqu'à la voiture de la maman, et l'asseoir dans son siège auto, ce n'est que là qu'il a accepté de se calmer.

Lorsqu'XXXXX est venu dans ma classe, il était très énervé. J'ai tenté de le calmer. Il donnait des coups de pied dans tous les sens. J'ai reçu plusieurs coups de pied dans les jambes. Puis il m'a donné un coup violent avec sa main au niveau de mon poignet droit. Mon poignet est resté rouge pendant 30 minutes.

Ces exemples de saisines du CHSCT et désormais les F3SCT via les RSST et d'alertes de la hiérarchie ne sont qu'une infime partie de ce que nous recevons depuis plusieurs années. Les échanges entre collègues dans les réunions et stages FO à qui nous rendons compte de la réalité vécue par les collègues du département nous amènent aujourd'hui à rendre public ces témoignages. C'était une demande forte des collègues que nous rencontrons.

LES MEILLEURS ENSEIGNANTS SAVENT FAIRE PREUVE D'UNE PÉDAGOGIE PARFAITEMENT ADAPTÉE À LA PLUPART DES ÉLÈVES.



ON SE SENT COMPLÈTEMENT DESEMPARÉ DEVANT UN COMPORTEMENT INGÉRABLE.



ON CONNAIT ALORS DE GRANDS MOMENTS DE SOLITUDE DANS SA CLASSE AVEC SES ÉLÈVES.



MALHEUREUX ENSEIGNANT PRIS ENTRE LES INQUIÉTUDES DES PARENTS DES AUTRES ÉLÈVES ET LES ATTENTES DES PARENTS DE L'ENFANT INADAPTÉ.



VOUS CONSACREZ TROP DE TEMPS À UN ENFANT INADAPTÉ AU DÉTRIMENT DES AUTRES ÉLÈVES DE LA CLASSE !

NOTRE ENFANT DOIT ÊTRE SCOLARISÉ.

NOUS NE POUVONS PAS NOUS EN OCCUPER SEULS !

IL ARRIVE QU'UN ENSEIGNANT ET SES ÉLÈVES SE RETROUVENT TOUS EN SOUFFRANCE DANS UNE SITUATION INSUPPORTABLE. IL LEUR EST DEMANDÉ DE TENIR BON.

Cette BD de notre collègue Jac Risso, illustre une situation que beaucoup d'entre nous connaissent, et n'a pas pour objet de stigmatiser l'autisme qui comme chacun le sait est une réalité multiforme.

MAIS IL RESTERA TOUJOURS DES ÉLÈVES POUR QUI ELLE SERA INEFFICACE.



L'AIDE DES COLLÈGUES NE SUFFIT PAS NON PLUS ; MÊME LES PLUS CHEVRONNÉS CONSTATENT LEURS LIMITES.



POUR TRAITER LES PROBLÈMES INEXTRICABLES, ON A RECOURS AUX ÉQUIPES DE SUIVI. MAIS LES SOLUTIONS À EMPLOYER PRENNENT DU TEMPS.



FACE À CES ENFANTS EN SOUFFRANCE, TOUT CE QU'ON ESSAIE DE METTRE EN ŒUVRE SE RÉVÈLE INOPÉRANT.



ET DANS BIEN DES CAS, QUAND ON SOLLICITE L'AIDE DE LA HIÉRARCHIE, CELLE-CI EST AUX ABONNÉS ABSENTS.



L'ADMINISTRATION A UNE FACHEUSE TENDANCE À ADOPTER UNE ATTITUDE DE SHADOKS, LAISSANT L'ENSEIGNANT SEUL EN CHARGE DES DIFFICULTÉS ET DES SOUFFRANCES.



S'IL N'Y A PAS DE SOLUTION, C'EST QU'IL N'Y A PAS DE PROBLÈME !

L'ÉCOLE DOIT ACCUEILLIR TOUS LES ENFANTS, QUEL QUE SOIT LEUR PROBLÈME. POURTANT, POUR QUI PRÉSENTE DES SYNDROMES AUTISTIQUES, ÊTRE PLACÉ EN CLASSE, C'EST UN PEU COMME SI UN ENFANT SOUFFRANT D'ALLERGIE AUX POLLENS ÉTAIT LAISSÉ À LONGUEUR DE JOURNÉE DANS UN MAGASIN DE FLEURISTE !



JUSQU'À QUAND ?

UNE SOLUTION ARRIVERA-T-ELLE AVANT L'ACCIDENT ?